Nations Unies ESCAP/81/19

Conseil économique et social

Distr. générale
21 janvier 2025

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Quatre-vingt-unième session
Bangkok, 21-25 avril 2025
Point 5 i) de l'ordre du jour provisoire*
Examen de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique et questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission : technologies de l'information et de la communication, science, technologie et innovation

Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa dix-neuvième session

Note du secrétariat

Conformément au paragraphe 15 de l'annexe de la résolution 61/6 de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le secrétariat a l'honneur de transmettre aux membres et aux membres associés de la Commission le rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa dix-neuvième session, tenue à Astana le 4 septembre 2024, ainsi que les états financiers pertinents et des informations sur les contributions en espèces reçues en 2023 et 2024.

* ESCAP/81/1.

Merci de recycler

Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa dix-neuvième session

I. Questions portées à l'attention de la Commission

1. Le Conseil d'administration a remercié le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement de sa contribution à l'accélération de la transformation numérique en Asie et dans le Pacifique grâce à ses programmes phares de renforcement des capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC).

2. Le Conseil d'administration a approuvé le plan de travail du Centre pour 2025, dont l'objectif est d'améliorer les programmes du Centre afin de tirer parti des possibilités offertes par les technologies émergentes et de relever les défis qui y sont liés, de répondre à l'évolution des besoins des États membres en matière de renforcement des capacités, de renforcer l'appui aux États membres par l'adaptation et la localisation des programmes et d'être davantage en adéquation avec les priorités plus larges de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), telles que la prise en compte des questions de genre et la protection des populations vulnérables.

3. Le Conseil d'administration a invité tous les membres et les membres associés de la CESAP à collaborer avec le Centre et à soutenir ses activités, notamment par des contributions volontaires et en nature.

II. Compte rendu des travaux

A. Situation administrative et financière du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (point 2 de l'ordre du jour)

4. Le Conseil d'administration était saisi de la note du secrétariat sur la situation administrative et financière du Centre (APCICT/GC(19)/2) (en anglais seulement).

5. Le Conseil d'administration a été informé de la situation financière du Centre, de sa gestion et de ses effectifs. Un récapitulatif des fonds opérationnels a été présenté, y compris les financements institutionnels fournis par la République de Corée, pays hôte, par l'intermédiaire de la ville d'Incheon et du Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication, comme convenu dans le cadre de l'accord administratif et financier signé par la CESAP et le Gouvernement de la République de Corée pour la période 2021-2025.

6. Des ressources financières supplémentaires avaient également été apportées par le Gouvernement du Canada pour soutenir la mise en œuvre du projet de la CESAP « Encourager l'entrepreneuriat féminin », dans le cadre duquel le Centre avait mené des activités de formation à l'intention des femmes cheffes d'entreprises au Bangladesh, au Cambodge, aux Fidji, au Népal, au Samoa et au Viet Nam.

7. Au cours de la période considérée, des contributions volontaires avaient été apportées par Macao (Chine). Le Conseil d'administration a été informé que les partenaires nationaux continuaient à fournir des contributions en nature, sous forme de ressources logistiques, matérielles et humaines, destinées à faciliter la mise en œuvre des initiatives et des programmes de renforcement des capacités du Centre aux niveaux national et local.

8. Le représentant de l'Indonésie a annoncé que son Gouvernement s'engageait à soutenir financièrement le Centre et demandé au secrétariat des informations sur les procédures de contribution.

9. La représentante de l'Inde a annoncé que son pays entendait apporter une contribution financière de 20 000 dollars pour 2024 et 2025.

B. Travaux du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement depuis la dix-huitième session du Conseil d'administration (point 3 de l'ordre du jour)

10. Le Conseil d'administration était saisi de la note du secrétariat sur les travaux menés par le Centre depuis la dix-huitième session (APCICT/GC(19)/3) (en anglais seulement). Un exposé a été présenté par le Directeur du Centre.

11. Le Conseil d'administration a été informé des activités menées par le Centre dans le cadre de ses trois domaines de travail : formation, assistance technique et partage de connaissances. Le Conseil a également été informé des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes phares du Centre créés à l'intention des décideurs et des fonctionnaires (Académie pour l'initiation des responsables publics aux technologies de l'information et de la communication), des femmes cheffes d'entreprise (Initiative « Women ICT Frontier ») et des étudiants et des jeunes (série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes).

12. En conclusion, le Directeur a exprimé ses remerciements à la République de Corée pour son soutien financier continu en faveur des programmes et des activités du Centre.

13. La représentante de la République de Corée a mis l'accent sur le fait que le monde évoluait rapidement vers une économie numérique, une transformation qui offrait son lot de nouvelles opportunités et révélait en parallèle un besoin croissant d'accès à l'infrastructure des TIC. Compte tenu de cela, le rôle et la mission du Centre étaient devenus de plus en plus importants. Elle a salué les précieuses contributions du Centre, qui renforçait les capacités des États membres par l'intermédiaire de ses programmes phares qui avaient été mis en œuvre avec succès dans toute la région. Elle a noté que la République de Corée continuait à fournir un soutien matériel et financier et encouragé le Centre à persister dans ses activités axées sur le renforcement des capacités en matière de TIC au profit des pays de toute la région Asie-Pacifique.

14. Le représentant de la Fédération de Russie a fait savoir que son Gouvernement était déterminé à soutenir les travaux du Centre, notamment en facilitant la traduction des modules de formation en langue russe. Le Gouvernement de la Fédération de Russie mettait en place des programmes de promotion des services d'administration en ligne et souhaiterait étudier les possibilités de collaboration avec le Centre dans ce domaine.

C. Plan de travail pour 2025 (point 4 de l'ordre du jour)

15. Le Directeur du Centre a présenté le plan de travail pour 2025.

16. Le plan de travail présentait une ébauche de la stratégie du Centre visant à renforcer l'efficacité et l'impact de son action. Ce plan de travail prévoyait que le Centre s'attache en priorité à continuer d'améliorer les programmes phares de manière à répondre à l'évolution des besoins en matière de renforcement des capacités des États membres afin de leur permettre d'agir de manière judicieuse et opportune face aux technologies émergentes. Le plan de travail prévoyait aussi l'élaboration de nouveaux programmes de formation à l'intention des responsables politiques. Ces programmes traiteraient des sujets suivants : applications de l'intelligence artificielle dans le cadre de l'action des pouvoirs publics, gouvernance de l'intelligence artificielle, gouvernance des données et réseaux d'accès radioélectrique ouverts.

17. Dans le cadre du plan de travail, le soutien aux États membres serait renforcé et intensifié, le but étant de toucher un plus large public et d'apporter une assistance plus poussée lorsque cela s'avèrerait nécessaire. Le Centre entendait coopérer plus étroitement avec les partenaires nationaux afin d'adapter et de localiser les programmes et de faire en sorte que les activités de formation se diffusent au niveau des gouvernements locaux. Le plan de travail avait un autre objectif, celui d'établir une correspondance plus forte avec les programmes et les priorités plus larges de la CESAP, en particulier en ce qui concerne la prise en compte des questions de genre et des besoins des populations vieillissantes, des personnes handicapées et autres groupes de population vulnérables.

18. Le Directeur a insisté sur la nécessité de mettre en place des stratégies efficaces de mobilisation des ressources pour obtenir les financements et les ressources nécessaires afin que le Centre puisse dûment mener à bien sa mission et s'acquitter de ses objectifs, conformément à son plan de travail.

19. La représentante de l'Inde a présenté l'approche de son pays en matière de transformation numérique, qui met l'accent sur les initiatives en lien avec les infrastructures numériques publiques et leurs répercussions sur divers secteurs. Elle a mentionné plusieurs initiatives importantes, notamment le programme d'identification numérique Aadhaar ; l'interface de paiement unifiée ; la plateforme Digi-Locker pour la vérification des moyens d'identification et le stockage des documents ; la plateforme CoWIN pour les programmes de vaccination ; la plateforme éducative Digital Infrastructure for Knowledge Sharing (DIKSHA) et la plateforme de services linguistiques Bhashini. Elle a souligné le rôle qu'avait joué l'Inde dans la promotion des infrastructures numériques publiques durant sa présidence du Groupe des 20 (G20), mettant l'accent sur les principaux résultats, à savoir la mise en place du cadre du G20 pour les systèmes d'infrastructure numérique publique, le répertoire mondial des infrastructures numériques publiques (Global Digital Public Infrastructure Repository) et une initiative multipartite visant à soutenir le développement des infrastructures numériques publiques dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. En outre, lors du sommet virtuel des dirigeants du G20, qui s'est tenu le 22 novembre 2023, le Gouvernement indien avait annoncé la création d'un fonds d'impact social visant à accélérer la mise en place d'infrastructures numériques publiques dans le monde du Sud, notamment dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, pour lequel le Gouvernement indien s'était engagé à apporter une contribution initiale de 25 millions de dollars. Par ailleurs, le répertoire mondial des infrastructures numériques publiques, créé

par le Gouvernement indien, visait à encourager la collaboration internationale aux fins du développement et de la gestion des infrastructures numériques publiques. À ce jour, 54 initiatives avaient été lancées par 16 pays. La représentante a également mentionné les travaux menés par son pays dans le domaine du développement de l'intelligence artificielle dans le cadre du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle et de l'initiative IndiaAI Mission. Elle a fait part de l'engagement de son Gouvernement en faveur de la collaboration internationale dans le domaine du développement des TIC, qui passait notamment par le partage d'expériences et d'innovations en matière d'infrastructures numériques publiques et la promotion de l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle, en vue de favoriser le développement durable et la croissance inclusive.

20. Le représentant du Bangladesh a indiqué que le niveau de développement technologique était variable d'un pays à l'autre de la région et plaidé en faveur d'initiatives visant à réduire les disparités numériques entre les pays. Il a évoqué les efforts déployés par son Gouvernement pour améliorer l'accessibilité numérique grâce à 9 000 centres numériques fournissant des services essentiels dans l'ensemble du pays. Le Gouvernement soutenait également l'innovation et les start-up par des investissements et des aides en nature. Le représentant a souligné l'importance des technologies numériques en temps de crise et fait part du succès du service « 333 » mis en place par les autorités publiques, un numéro vert national qui avait joué un rôle déterminant en permettant aux habitants de joindre les services publics, notamment pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et lors des inondations qui ont frappé le pays récemment. Il a souligné qu'il était nécessaire de favoriser l'inclusion numérique, le renforcement des capacités et la collaboration entre les États membres afin d'encourager le progrès technologique et de réduire les inégalités dans la région.

21. La représentante de la Thaïlande estimait que l'Académie pour l'initiation des responsables publics aux technologies de l'information et de la communication était très utile pour renforcer les compétences des responsables publics en matière de numérique et a demandé instamment au Centre de faire davantage pour diffuser les ressources de formation de l'Académie et les modules d'apprentissage en ligne du Centre auprès des responsables du Gouvernement thaïlandais. Elle a salué l'Initiative « Women ICT Frontier », estimant qu'elle pouvait s'avérer utile aux femmes cheffes d'entreprise du pays, en particulier pour ce qui est de favoriser la confiance et de sécuriser leur entreprise.

22. La représentante a prié le Centre de tenir à jour une base de données d'experts en TIC dans la région. Une telle ressource serait inestimable pour les gouvernements, y compris celui de la Thaïlande, qui cherchent à tirer parti du savoir-faire acquis par d'autres pays et à faciliter les échanges d'expériences et de connaissances. La représentante du Cambodge a approuvé cette recommandation, soulignant sa pertinence dans le contexte de son Gouvernement. Le Gouvernement cambodgien était confronté à diverses difficultés liées à la maîtrise des technologies numériques par les fonctionnaires, du fait de la diversité des profils représentés et des obstacles liés aux langues locales. La base de données proposée constituerait une ressource précieuse pour s'attaquer à ces questions.

23. Le représentant du Kazakhstan a déclaré que les gouvernements se trouvaient à des stades différents de progrès numérique, certains étant à l'avant-garde dans ce domaine tandis que d'autres étaient à la traîne. Les pays avaient beau vouloir progresser dans leur transition numérique, ce

travail pouvait s'avérer difficile ; de plus, les préoccupations relatives à la cybersécurité et aux cadres juridiques et réglementaires ajoutaient à la complexité du processus. Les gouvernements avaient besoin d'aide pour élaborer des documents d'orientation qui recenseraient les technologies les plus importantes à privilégier pour répondre à leurs besoins particuliers. Les hauts fonctionnaires et les responsables politiques bénéficieraient de conseils sur la manière d'attirer efficacement du personnel compétent et bien informé susceptible d'aider à mettre en œuvre les technologies numériques dans leur pays.

24. Le représentant des Philippines a exprimé la reconnaissance de son Gouvernement pour les programmes de renforcement des capacités offerts par le Centre et réaffirmé son soutien aux travaux du Centre.

25. Le représentant des États-Unis d'Amérique, présent en tant qu'observateur, a informé le Conseil d'administration que son Gouvernement finançait un projet de renforcement des capacités sur les réseaux d'accès radioélectrique ouverts, qui sera mis en œuvre par le Centre dans 10 pays en 2025.

26. Le Conseil d'administration a adopté le plan de travail du Centre pour 2025.

D. Date et lieu de la vingtième session du Conseil d'administration (point 5 de l'ordre du jour)

27. Le représentant de l'Indonésie a annoncé que son Gouvernement avait l'intention d'accueillir la vingtième session du Conseil d'administration à Yogyakarta en 2025.

28. Le secrétariat, en consultation avec le Conseil d'administration, prendrait les dispositions voulues pour l'organisation de la vingtième session.

E. Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

29. Le secrétariat a informé les participant(e)s que le mandat de trois ans de l'actuel Conseil d'administration arriverait prochainement à son terme et que les membres d'un nouveau Conseil d'administration seraient élus lors de la quatre-vingt-unième session de la Commission, qui se tiendrait à Bangkok du 21 au 25 avril 2025.

30. Le secrétariat a rappelé à tous les membres actuels qu'ils (elles) étaient invité(e)s à se représenter au Conseil d'administration. Des informations plus détaillées sur les modalités de l'élection seraient communiquées par le secrétariat à tous les États membres avant la session de la Commission.

F. Adoption du rapport du Conseil d'administration sur les travaux de sa dix-neuvième session (point 7 de l'ordre du jour)

31. Le Conseil d'administration a adopté le présent rapport le 1er octobre 2024.

III. Organisation

A. Ouverture, durée et organisation de la session

32. La dix-neuvième session du Conseil d'administration s'est tenue à Astana le 4 septembre 2024, parallèlement à la Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur l'inclusion et la transformation numériques qui s'est elle aussi tenue à Astana du 3 au 5 septembre 2024.

33. La Secrétaire exécutive de la CESAP a fait une déclaration, dans laquelle elle a souligné l'importance croissante des technologies numériques, qui se traduisait par une demande accrue de soutien en matière de renforcement des capacités de la part des États membres. Elle a fait remarquer que le Centre jouait un rôle toujours plus important en fournissant l'assistance voulue aux États membres dans ce contexte. La Secrétaire exécutive a salué le Centre pour son utile contribution, en particulier pour son Initiative « Women ICT Frontier », qui avait bénéficié à de nombreuses cheffes d'entreprise de la région. Elle a exprimé sa gratitude aux membres du Conseil d'administration pour leurs conseils stratégiques et leur soutien sans faille à la mission du Centre.

B. Participation

34. Les représentantes et représentants des neufs membres du Conseil d'administration ci-après ont participé à la session : Bangladesh, Cambodge, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Philippines, République de Corée et Thaïlande.

35. Un représentant des États-Unis a assisté à la session en tant qu'observateur.

C. Élection du Bureau

36. Le Conseil d'administration a élu le Bureau suivant :

Présidente :	Mme Somaly Nguon (Cambodge)
Vice-Président :	M. Jimmicio Daoaten (Philippines)

D. Ordre du jour

37. Le Conseil d'administration a adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la session :
   a) Allocutions d'ouverture ;
   b) Élection du Bureau ;
   c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Situation administrative et financière du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement.
3. Travaux du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement depuis la dix-huitième session du Conseil d'administration.

4. Plan de travail pour 2025.

5. Date et lieu de la vingtième session du Conseil d’administration.

6. Questions diverses.

7. Adoption du rapport du Conseil d’administration sur les travaux de sa dix-neuvième session.

Annexe I

Liste des documents

Cote du document	*Titre du document*	*Point de l'ordre du jour*
Distribution générale		
APCICT/GC(19)/1	Ordre du jour provisoire annoté	1 c)
APCICT/GC(19)/2	Administrative and financial status of the Asian and Pacific Training Centre for Information and Communication Technology for Development (en anglais seulement)	2
APCICT/GC(19)/3	Work of the Asian and Pacific Training Centre for Information and Communication Technology for Development since the eighteenth session of the Governing Council (en anglais seulement)	3
APCICT/GC(19)/4	Rapport du Conseil d'administration du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur les travaux de sa dix-neuvième session	

Annexe II

État financier du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour l'année terminée le 31 décembre 2024
(En dollars des États-Unis)

Recettes	
Contributions	1 510 187
Intérêts créditeurs	217 063
Recettes totales	**1 727 250**
Moins : dépenses	(1 858 353)
Solde net (déduction faite des dépenses)	**(131 103)**
Montant disponible au 1er janvier 2024	4 271 442
Remboursement aux donateurs	–
Montant disponible au 31 décembre 2024	**4 140 339**[a]

[a] Le solde disponible est affecté aux futures activités programmatiques et opérationnelles du Centre.

Annexe III

État financier du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour l'année terminée le 31 décembre 2024, par élément de projet
(En dollars des États-Unis)

	Ville métropolitaine d'Incheon et Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication	*Contribution commune et autres projets*	*Total*
Recettes			
Contributions	1 468 971	41 216	1 510 187
Intérêts créditeurs	207 980	9 083	217 063
Recettes totales	**1 676 951**	**50 299**	**1 727 250**
Moins : dépenses	(1 611 211)	(247 142)	(1 858 353)
Solde net (déduction faite des dépenses)	**65 740**	**(196 843)**	**(131 103)**
Montant disponible au 1er janvier 2024	3 994 641	276 801	4 271 442
Remboursement aux donateurs/transfert de fonds	–	–	–
Montant disponible au 31 décembre 2024	**4 060 381**	**79 958**	**4 140 339**[a]

[a] Le solde disponible est affecté aux futures activités programmatiques et opérationnelles du Centre.

Annexe IV

Contributions en espèces versées au Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement pour les années terminées le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024
(En dollars des États-Unis)

	Pays/région	*Pour l'année terminée le 31 décembre 2023*	*Pour l'année terminée le 31 décembre 2024*
1.	**Ville métropolitaine d'Incheon et Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication**		
	République de Corée (Ville métropolitaine d'Incheon)	782 980	782 980
	République de Corée (Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication)	697 621	685 991
	Total partiel	**1 480 601**	**1 468 971**
2.	**Autres projets de coopération technique**		
	Bangladesh	10 000	–
	Cambodge	2 000	–
	Macao (Chine)	5 000	5 000
	République de Corée (Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication)	38 139	36 216
	Total partiel	**55 139**	**41 216**
	Total	**1 535 740**	**1 510 187**